



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Territoriale
de la Police Nationale
de la Nouvelle-Calédonie

**POLICE
NATIONALE**



SERVICE TERRITORIAL DE GESTION DES RESSOURCES

BUREAU DES MOYENS ET DE LA LOGISTIQUE

Marché passé selon la procédure d'appel d'offre ouvert pour :

**Marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la création du
Schéma Directeur Immobilier et Énergétique de la Direction Territoriale de la
Police Nationale de la Nouvelle-Calédonie**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES



Référence publique : HCRNC-BTAI-AOO-AMO-SDIE-DTPN988-2025

Sommaire

1	Objet du marché –Dispositions générales.....	3
1.1	Objet du marché.....	3
1.2	Durée du marché et délais d'exécution.....	3
1.3	Condition d'affermissement des tranches.....	3
1.4	Les intervenants.....	3
1.5	Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	4
2	Pièces contractuelles.....	4
3	Prix.....	5
3.1	Unité monétaire, nature et forme du prix.....	5
3.2	Modalités de variation du prix.....	5
4	Clause de financement et de sûreté.....	6
4.1	Avance.....	6
4.2	Garanties financières.....	6
5	Modalités de règlement des comptes.....	6
5.1	Acomptes et paiement partiels définitifs.....	6
5.2	Dématérialisation du paiement des acomptes.....	7
5.3	Délai de paiement.....	7
5.4	Modification des coordonnées.....	7
6.	Conditions générales d'exécution des prestations.....	8
6.1	Devoir de Conseil.....	8
6.2	Clause de confidentialité et protection des données personnelles.....	8
6.3	Présentation des livrables.....	9
6.4	Clause de réexamen.....	9
6.5	Conditions de modification de l'équipe dédiée.....	9
6.6	Redressement ou liquidation judiciaire.....	10
6.7	Arrêt de l'exécution des prestations.....	10
6.8	Modifications techniques.....	10
6.9	Développement durable - Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.....	10
	Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'État, Le	
	Gouvernement, La Province Sud ou la Communauté de Commune du Grand Nouméa:.	11
	Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :.....	11
7	Constatation de l'exécution des prestations.....	14
7.1	Vérifications.....	14
7.2	Décision après vérification.....	14
8.	Droit de propriété industrielle et commerciale.....	14
9	Réception des prestations.....	14
9.1	Les modalités de calcul des délais.....	14
9.3	Les modalités de réception des prestations.....	15
10	Pénalités.....	15
10.1	Pénalités de retard.....	15
10.2	Autres pénalités spécifiques.....	15
10.3	Pénalité pour travail dissimulé.....	15
11	Assurances.....	15
12	Réalisation de prestations similaires.....	16
13	Résiliation du marché.....	16
14	Droit et langue.....	16
15	Dérogation au CCAG de prestations intellectuelles.....	16

1 Objet du marché –Dispositions générales

1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières concernent la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage globale relative à la conception, la rédaction et le suivi du Schéma Directeur Immobilier et Énergétique de la Police Nationale de la Nouvelle-Calédonie.

Lieux d'exécution : Nouvelle-Calédonie (Grande Terre et îles Loyauté, Wallis & Futuna)

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des charges.

L'objet du marché ne permet pas d'identifier des prestations distinctes. Le marché n'est donc pas alloti.

Les prestations font l'objet d'une unique tranche ferme indivisible.

1.2 Durée du marché et délais d'exécution

Le marché sera conclu à compter de sa date de notification.

Cette durée correspond à la durée prévisionnelle de réalisation de l'ensemble du projet.

La durée prévisionnelle de l'opération est de l'ordre de trente (30) mois à compter de sa notification :

- Lancement de la démarche : 1 mois
- Réalisation de l'audit multi-enjeux : 3 mois
- Réalisation et étude des scénarios et validation du schéma directeur immobilier et énergétique : 2 mois
- Démarrage de la mise en œuvre du schéma directeur immobilier et énergétique : 24 mois

1.3 Condition d'affermissement des tranches

Sans Objet.

1.4 Les intervenants

1.4.1 Maîtrise d'ouvrage

Le maître de l'ouvrage est : **L'État - Ministère de l'Intérieur**

Le représentant légal du pouvoir adjudicateur est : **La Directrice de la Direction Territoriale de la Police Nationale de la Nouvelle-Calédonie**

Le conducteur d'opération est:

Le Bureau des Moyens et de la Logistique
360 Rue Jacques Iékawé, Caserne Bailly

98800 Nouméa

M. Djef REBNER - Tel : +687 78 19 24 / +687 23 26 17

Courriel : djeff.rebner@interieur.gouv.fr

1.4.2 Les autres intervenants

Direction Administrative et Juridique du marché :

Le Bureau des Travaux et des Affaires Immobilières

9 bis Rue de la République

BP C5 - 98844 Nouméa Cedex

M. Jean-Louis BLANC – Tel : +687 200 294 / +687 81 95 32

Courriel : jean-louis.blanc@nouvelle-caledonie.gouv.fr

1.5 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu préalablement du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur notifiera l'acte spécial de sous-traitance au seul titulaire (ou mandataire en cas de groupement) du marché.

En cours d'exécution du marché, la déclaration de sous-traitance **signée du titulaire et du sous-traitant**, devra être adressée **simultanément** :

- Par courrier **en original** au :

Le Bureau des Travaux et des Affaires Immobilières

9 bis Rue de la République

BP C5 - 98844 Nouméa Cedex

- Par courriel à :

djeff.rebner@interieur.gouv.fr

jean-louis.blanc@nouvelle-caledonie.gouv.fr

Les demandes d'acceptation de chaque sous-traitant et de l'agrément de ses conditions de paiement doivent respecter les conditions énumérées aux articles R2193-3 et suivant du CPP.

NB : Le modèle de déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) joint au présent dossier de consultation, devra être utilisé et respecté par le titulaire du marché public.

2 Pièces contractuelles

Les documents contractuels du marché sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'acte d'engagement et son annexe (répartition de la rémunération).
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des charges (CC) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux prestations, objet du marché, si celui-ci vise ce cahier ;

- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché, si celui-ci vise ce cahier ;
- L'offre technique et/ou méthodologique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications, postérieurs à la notification du marché ;

3 Prix

3.1 Unité monétaire, nature et forme du prix

L'unité monétaire du marché est l'euro et ne devra pas dépasser deux (2) décimales après la virgule.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application du **prix global et forfaitaire fixé dans l'Acte Engagement**.

Le volume des prestations aura été apprécié par le titulaire pour l'établissement de son offre et il ne pourra pas prétendre au paiement de frais supplémentaires de même nature.

Frais de coordination :

En cas de co-traitance conjointe ou solidaire, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

3.2 Modalités de variation du prix

Le prix global et forfaitaire est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Le présent marché est passé à prix **révisables**.

- **L'indice de référence retenu pour la révision de prix est l'indice Ingénierie ING**
- **La formule de révision de prix** appliquée pour le règlement des missions précitées est :

$$Pr = PO \times Cr$$

Dans laquelle :

- **Pr** = prix révisé après application de la formule de révision
 - **PO** = prix initial hors taxes (HT) établi aux conditions économiques de l'Offre, au mois zéro
 - **Cr** = coefficient de révision
- **Le coefficient de révision Cr** est donné par la formule :

$$Cr = 0,15 + (0,85 \times [Im / Imo])$$

Dans laquelle **I(m)** et **I(m0)** sont définis comme suit :

- **I(m)** correspond à la valeur prise de l'index « ING – ingénierie » au mois (m) d'exécution de la prestation

- I(m0) correspond à la valeur prise de l'index « ING – ingénierie » au mois (m0) défini à l'acte d'engagement

Par dérogation de l'article 11-23 du CCAG PI, si la durée de l'élément de mission dépasse 2 mois, les révisions se feront à l'index connu du mois de remise du dossier au maître d'ouvrage.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur

Si l'index cité ci-dessus est supprimé en cours d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer un nouvel indice équivalent.

En cas de passation d'un avenant, les prix établis par l'avenant sont établis aux conditions économiques en vigueur au mois m0 défini à l'acte d'engagement.

Les prix TTC du marché incluant la T.G.C évolueront en fonction des éventuelles hausses ou baisses de T.G.C, sans qu'aucune démarche ne soit à accomplir par le pouvoir adjudicateur.

4 Clause de financement et de sûreté

4.1 Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les dispositions des articles R2191-3 et suivants du CCP.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux de l'avance est fixé à 5 %.

Note : le taux de l'avance est porté à **30 %** lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article [R. 2151-13](#).

Le droit à l'avance est ouvert au profit du titulaire dès la notification du contrat par le pouvoir adjudicateur et au profit du sous-traitant dès la notification de l'acte spécial.

Modalités de règlement de l'avance :

L'avance sera versée en une seule fois et en totalité (titulaire ou son sous-traitant)

Modalités de résorption de l'avance :

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées selon les dispositions prévues au Code de la commande publique.

4.2 Garanties financières

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée.

5 Modalités de règlement des comptes

5.1 Acomptes et paiement partiels définitifs

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dont le calcul varie selon la phase de l'opération.

Les pourcentages indiqués ci-dessous se rapportent au montant de la phase correspondante mentionnée à l'annexe financière.

Lorsque le paiement de l'acompte est établi sur la base d'un prorata temporis, ce dernier est calculé à partir de la durée en mois initialement prévu de la phase mentionnée dans le calendrier prévisionnel d'opération, le cas échéant recalée sans qu'il soit besoin d'avenant ou de décision unilatérale du pouvoir adjudicateur.

Lorsque le paiement de l'acompte dépend de la réception d'un document, la réception s'entend comme l'acceptation des prestations par le pouvoir adjudicateur selon les modalités précisées au présent CCAP.

PHASE		PAIEMENTS
0	Lancement de la Démarche	60% à la remise des éléments demandés 40% à la validation des livrables
I	Audit	60% à la remise des éléments demandés 40% à la validation des livrables
II	Réalisation et étude des scénarios	60% à la remise des éléments demandés 40% à la validation des livrables
III	Validation du Schéma Directeur Immobilier et Énergétique	60% à la remise des éléments demandés 40% à la validation des livrables
IV	Démarrage de la mise en œuvre des schémas directeurs immobiliers et énergétiques	60% à la remise des éléments demandés 40% à la validation des livrables

5.2 Dématérialisation du paiement des acomptes

La dématérialisation des factures est obligatoire via chorus pro.

Toutes les informations nécessaires sont fournies dans les annexes 1, 2 et 3.

5.3 Délai de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de non-respect du délai de paiement, le soumissionnaire bénéficiera du versement d'intérêts moratoires qui sera celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir, ainsi que d'une **indemnité forfaitaire de quarante euros supplémentaires pour frais de recouvrement**, conformément aux articles R.2192-31 à -36 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique.

5.4 Modification des coordonnées.

Dans le délai de 10 jours à compter de la modification de ses coordonnées (changement de raison sociale, de coordonnées bancaires...) le titulaire en informe le représentant du pouvoir adjudicateur en adressant un courrier à l'adresse suivante :

Le Bureau des Travaux et des Affaires Immobilières
9 bis Rue de la République
BP C5 - 98844 Nouméa Cedex

Chaque changement de RIB, RIDET doit être signalé avant l'envoi d'une nouvelle situation pour éviter les retards de paiement.

6. Conditions générales d'exécution des prestations

6.1 Devoir de Conseil

Il est demandé au titulaire (tous collaborateurs confondus), en sus des prérogatives, d'assumer un rôle de conseil dans toutes les missions et d'assurer également un rôle de veille concernant les derniers textes législatifs et réglementaires relatifs à ce type de procédure.

6.2 Clause de confidentialité et protection des données personnelles

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel et/ou personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement et à la protection des données à caractère personnel auxquelles elles ont éventuellement accès pour les besoins de l'exécution du contrat conformément à l'article du CCAG applicable.

Le titulaire considère comme strictement confidentiels, et couverts par le secret professionnel, toute information, document ou donnée dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion du présent marché. À ce titre, le titulaire s'interdit de divulguer tout élément et s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité de ces données.

Le titulaire s'engage notamment à :

- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- Ne pas communiquer ces documents et informations à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir le pouvoir adjudicateur, ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter le marché,
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques pendant toute la durée d'exécution du marché,
- A informer le personnel de son obligation de discrétion et de sécurité,
- A prendre toutes les mesures nécessaires visant à assurer la sécurité des informations et des documents pendant l'exécution des prestations et ce, jusqu'à la date de destruction des données.

Pour l'application de la présente clause, le titulaire répond de ses salariés, ainsi que des éventuels sous-traitants, ou co-traitants français ou étrangers comme de lui-même.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute démarche qui lui paraîtrait utile afin de vérifier le respect de ses obligations tant par le titulaire que par les sociétés sous-traitantes.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit sans indemnité par le pouvoir adjudicateur sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à tout contrôle des antécédents judiciaires des participants qu'ils soient identifiés comme mandataire, co-traitants, sous-traitants ou juste partenaires dans le cadre du présent marché. Le pouvoir adjudicateur pourra interdire l'accès aux locaux ou aux données aux personnes qu'elle jugera incompatibles avec la protection des intérêts de la DTPN 988.

6.3 Présentation des livrables

Les livrables sont adressés dans les conditions fixées au CCTP ou spécifiées en cours de marché par le conducteur d'opération selon la procédure la plus adaptée au moment de l'étude.

Ils sont remis selon les formats et sur les supports définis au CCTP ou spécifiés en cours de marché par le conducteur d'opération selon le nombre et le format le plus adapté au moment de l'étude.

6.4 Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique des modifications peuvent être apportées aux prestations (délais d'exécution, durée du contrat, livrables, contenu des prestations,...) à la demande du pouvoir adjudicateur ou sur proposition du Titulaire, afin de prendre en compte notamment l'évolution du programme d'étude.

En cas de déclenchement de cette clause de réexamen, les éléments négociés sur lesquels l'acheteur et le titulaire se seraient entendus et leur date d'entrée en vigueur seront entérinés par voie d'avenant s'ils devaient modifier le contenu initial du marché.

Néanmoins, le contenu de ces avenants ne devra pas bouleverser l'économie du marché ni en changer l'objet, conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du Code de la Commande Publique.

6.5 Conditions de modification de l'équipe dédiée

L'équipe présentée par le titulaire pour chaque phase lors de la soumission de son offre devra être celle exclusivement dédiée à l'exécution de ces prestations durant toute la durée du marché. Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, si le chef de projet ou un membre de l'équipe dédiée à la réalisation de la prestation n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit respecter la procédure suivante :

- en avisant sans délai le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai de quinze jours (15 jours) à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de 10 jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose de 10 jours pour proposer un autre remplaçant. La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur est motivée.

Les avis, propositions et décisions du pouvoir adjudicateur sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3.1 du CCAG-PI.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié pour faute du titulaire par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues à l'article 32 du CCAG PI.

Désignation d'un interlocuteur unique

Pour toute la durée du marché, l'interlocuteur unique du pouvoir adjudicateur sera le représentant désigné par le titulaire dans son offre. Il devra informer immédiatement le pouvoir adjudicateur de tout changement de ce représentant.

6.6 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire doit être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

6.7 Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCTP ;

6.8 Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

6.9 Développement durable - Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

- **La clause sociale d'insertion obligatoire**

Maître d'ouvrage, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions des articles L. 2111-1, L. 2111-3, L. 2112-2 et L. 2112.4 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

L'entreprise qui se verra attribuer le marché, devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Il s'agira de leur réserver, pendant la durée d'exécution du marché, un minimum de 100 heures de travail.

- **Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique**

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, l'entrepreneur subira une pénalité égale à **60 euros par heure** d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entrepreneur subira une pénalité égale à **100 euros par jour de retard** à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

En cas d'absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse de justifier son absence, une pénalité forfaitaire de **300 euros par absence**.

- **Les publics éligibles au dispositif de la clause sociale**

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'État, Le Gouvernement, La Province Sud ou la Communauté de Commune du Grand Nouméa:

- Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées et des entreprises adaptées de travail ;
- Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du Code du travail, c'est-à-dire :
 - Mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - Salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
- Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- Personnes prises en charge dans les Écoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- Les personnes en réinsertion après leur période de travail d'intérêt général.

Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- **Les demandeurs d'emploi de longue durée** (inscrits depuis plus d'un an dans les 18 derniers mois et ayant travaillé moins de 420h dans les 12 derniers mois d'inscription ou 610h dans les 18 derniers mois) ;
- **Bénéficiaires de minima sociaux en recherche d'emploi** (revenu de solidarité active (RSA), allocation spécifique de solidarité (ASS), allocation adulte handicapé (AAH), allocation d'insertion (AI), allocation veuvage, ou allocation d'invalidité) ;
- **Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés**, au sens de l'article L. 5212-13 du Code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- **Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :**
 - Sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;

- Diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- **Demandeurs d'emploi seniors** (plus de 50 ans) ;
- **Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes** ;
- **Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville** et éloignés de l'emploi ;
- Personnes ayant le statut de **réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire** ;
- Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de l'Organisme de Recherche d'Emploi compétent, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des services reconnaissance et prise en charge du Handicap.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

L'éligibilité des publics doit être **établie préalablement à leur mise en l'emploi** par la validation du Facilitateur mentionné dans le présent article.

- **Les modalités de mise en œuvre**

Trois solutions sont proposées aux entreprises attributaires :

- La mise à disposition de salariés
- L'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché
- Le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion ;

Dans le cadre de la mise à disposition, l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- D'une association intermédiaire,
- D'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ou d'une entreprise de travail temporaire dans le cadre de l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L.1251.7 du Code du travail)
- D'un GEIQ Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification,
- D'une association intermédiaire.
- **Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses d'insertion**

Afin de faciliter la mise en œuvre et le suivi des clauses d'insertion le Maître d'ouvrage s'appuie sur les dispositifs locaux mis en place par l'État, le Gouvernement de Nouvelle-Calédonie, La Province Sud ou la Communauté de commune du grand Nouméa.

Le titulaire du présent marché devra apporter les justificatifs relatifs au respect de la clause sociale au :

Le Bureau des Travaux et des Affaires Immobilières
9 bis Rue de la République
BP C5 - 98844 Nouméa Cedex
M. Jean-Louis BLANC – Tel : +687 200 294 / +687 81 95 32
Courriel : jean-louis.blanc@nouvelle-caledonie.gouv.fr

- **La globalisation des heures sociales**

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et pour faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution du marché et pendant l'exécution du marché, l'entreprise attributaire du marché peut solliciter, auprès du facilitateur, la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion, dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur.

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise, qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés, d'affecter la ou les personne-s recrutée-s dans le cadre des clauses, à la réalisation d'une seule des prestations prévues par les différents marchés.

La demande doit être adressée au facilitateur. Elle peut être déclarée recevable par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales :

- si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion ;
- si la mesure recueille l'accord des maîtres d'ouvrages concernés ;
- si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur ;
- si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

En tout état de cause, cette demande **doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié** et les heures d'insertion réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées, au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

- **Les modalités de contrôle**

Il sera procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande du maître d'ouvrage, le titulaire fournit à échéance régulière tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation.

Si l'entreprise passe par une structure qui fait de la mise à disposition ou de la sous-traitance, les éléments justificatifs seront apportés par ladite structure qui transmet au Maître d'Ouvrage les relevés des heures réalisées.

Si non le Maître d'Ouvrage doit les obtenir de l'entreprise elle-même. Les pièces demandées sont la copie du contrat de travail dès l'embauche et le relevé mensuel des heures réalisées ou la copie des fiches de paie.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, décider à tout moment de faire un point d'étape sur le suivi de la clause avec la ou les entreprises attributaires.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues dans le présent article.

Par ailleurs, lorsque le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informe le plus rapidement possible par écrit (courrier, courriel) le facilitateur mentionné dans le présent l'article.

Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec lui les moyens à mettre en œuvre.

En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander au pouvoir adjudicateur la suspension ou la suppression de la clause sociale d'insertion.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, ou à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique, ou encore à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur annule la clause sociale d'insertion. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés transmis à la DITTT ou au juge.

A l'issue de l'exécution du marché, lors de la réunion préalable à la réception des prestations, il peut être procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

7 Constatation de l'exécution des prestations

7.1 Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans un délai de 2 mois à compter de la date de livraison, conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

7.2 Décision après vérification

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

8. Droit de propriété industrielle et commerciale

Conformément à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

9 Réception des prestations

9.1 Les modalités de calcul des délais

Le titulaire devra organiser les démarches, études et différents travaux de manière à permettre au Maître d'Ouvrage de disposer d'un délai de 7 jours pour valider ou invalider chaque résultat transmis.

La durée d'exécution décrite au chapitre 4.7 du Cahier des Charges devra inclure toutes les démarches, étapes, travaux nécessaires à la mise à disposition pour validation des livrables attendus.

9.3 Les modalités de réception des prestations

Sur validation du conducteur d'opération.

10 Pénalités

Observations préalables à l'application des pénalités :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, aucun montant plafond spécifique de pénalité pour retard n'est prévu au contrat.

10.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, lorsque le délai contractuel d'exécution ou le rendu d'un livrable/phase est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard une pénalité fixée à par jour calendaire de retard, 200 €.

Pénalité fixée par jour de retard calendaire pour organisation d'une réunion, visite, groupe de travail,...: 200 €.

Pénalité fixée par jour de retard calendaire pour non remise d'un document : 200 €.

10.2 Autres pénalités spécifiques

Par dérogation à l'article 14 du CCAG :

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Absence à une réunion	En cas d'absence aux rendez-vous une pénalité de 200 € HT sera appliquée à tout entrepreneur absent dûment convoqué.
Non remise d'un document	200 € HT par jour calendaire.

10.3 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

11 Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

12 Réalisation de prestations similaires

En application de l'article R2122-7 du CCP, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus, ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

13 Résiliation du marché

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TGC, diminué du montant hors TGC non révisé des prestations admises (fermes ou affermies le cas échéant), un pourcentage égal à **5 %**.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

14 Droit et langue

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Tous les documents et correspondances doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

15 Dérogation au CCAG de prestations intellectuelles

CCAP	CCAG – Prestation intellectuelle
Art. 1.5 du CCAP relatif à la déclaration de sous traitance en cours d'exécution du marché	Art. 3.6.2
Article 3.2 relatif aux modalités de variation du prix	Art.11 Art.23
Art. 8 du CCAP relatif au droit de propriété industrielle et commerciale	Art.35
Art. 9.2 relatif aux modalités de réception des prestations	Art.28
Art. 9.2 relatif aux modalités de réception des prestations	Art.29
Art.10 du CCAP relatif aux pénalités	Art. 14.1.1 ; Art. 14.1.2 ; Art. 14.1.3